Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 30 n°9 Edmonton, semaine du 1er au 7 mars 1996 16 pages 60¢

• RadioFonds 1996

SRC et communauté ou l'aventure du partenariat

François Pageau

EDMONTON — **Dans le cadre des activités de la semaine de la francophonie, la station de radio CHFA organise, le 23 mars prochain, un évenement radiophonique sans précédent dans la province: RADIOFONDS. Cette initiative vise à offrir à divers groupes à but non lucratif l'occasion à la fois de faire connaître leurs activités et aussi de solliciter l'appui financier des auditeurs. Diffusé de 9h00 à 17h00, ce radiothon sera animé par Claude Bernatchez.**

Comme l'explique Denis Collette, directeur de la radio française en Alberta: «C'est une initiative de radio-Canada, de CHFA. Dernièrement, on a reçu une demande de jeunes, pour les jeux francophones de l'Alberta, pour un radiothon sur nos ondes.

Dans le passé, les demandes de ce genre étaient refusées parce que le précédent que cela aurait créé aurait pu nuire à Radio-Canada.» En effet, il eut été difficile de faire une émission pour un groupe au détriment d'un autre.

«On s'est dit, il va falloir que l'on trouve une formule; on ne peut quand même pas toujours refuser notre collaboration à ces groupes. C'est à ce moment que nous avons pensé offrir du temps d'antenne à toute la communauté.»

Ces divers groupes et organismes qui participeront à *RadioFonds* devront répondre à certains critères établis par CHFA, dont les principaux sont les suivants: être des groupes constitués, être géré par un conseil administration, posséder des status et règlements et, bien sûr, être sans but lucratif. De plus, les groupes à tendance politique, les groupes religieux ainsi que les groupes prônant une cause qui risque de susciter la controverse ne sont pas éligibles.

L'accent sera mis sur les organismes évoluant dans des domaines aussi divers que la culture, les arts, les sports et loisirs ainsi que certains groupes oeuvrant dans le domaine de l'éducation.

Si les organismes qui répondent à l'invitation sont trop nombreux, un tirage sera effectué.

Il y aura des bénévoles qui répondront au téléphone pour noter les promesses d'argent que les gens voudront bien faire cette journée là. Ces promesses de fonds seront redonnées aux organismes concernés. Si le donateur le désire, son don sera annoncé en ondes.



Monsieur Denis Colette

Pour CHFA, cette initiative s'inscrit dans le mandat communautaire de la SRC, un mandat sur lequel le récent rapport Juneau met beaucoup l'accent. Il va sans dire que la SRC y trouve aussi son compte dans la visibilité que lui apportera un événement de cette nature. Il s'agit d'un partenariat important pour les divers acteurs de la communauté francophone de l'Alberta qui, chacun à leur façon, subissent des compressions budgétaires et doivent faire preuve de créativité afin d'assurer leur maintien et garantir leur évolution future. Comme le résume M. Colette: «Nous sommes une station au service de la communauté; dans ce sens là, nous réagissons aux besoins de cette communauté.»

• *Assemblée annuelle de Saint-Paul*

Un avant-goût du futur

Par Jean-François Coulombe

SAINT-PAUL — **Une quarantaine de personnes sont venues assister à l'assemblée annuelle de l'ACFA régionale de Saint-Paul ainsi qu'à la nomination de la personnalité de l'année, deux évenements qui ont eu lieu le jeudi 22 février dernier.**

Après la série usuelle de rapports sur les activités de l'association au cours de l'année précédente, les membres ont eu droit à un avant-goût du futur de l'association et de la communauté en général. D'abord, Me Vital Ouellette, président du Conseil de l'École Nouvelle, a annoncé officiellement le transfert de la propriété du centre culturel. La signature des documents devrait avoir lieu prochainement, selon Me Ouellette, dès que toutes les formalités juridiques seront remplies. L'accession à la propriété constituera une étape importante dans l'histoire de l'association. Cette dernière occupait le Centre Culturel à titre de locataire depuis une quinzaine d'années. Cette prise de possession représente également un pas de plus vers la création du centre communautaire-scolaire.

Rhéa Labrie, coordonatrice de la Fête Franco-Albertaine, a par la suite présenté un autre avant-goût du futur: celui de la grande fête qui se tiendra à Saint-Paul les 28, 29, 30 juin et premier juillet prochains. Le slogan même de l'évenement fait très futuriste: *À Saint-Paul, c'est spatial.*

Les membres du nouveau conseil élu par l'assemblée sont: Claire Hébert, Denis Hébert, Harold Poulin, Henri Hétu, Marcel Plante, Alain Dessureault et Doris Jacques-Hurtubise. Finalement, l'assemblée a terminé avec un clin d'oeil au passé en remettant au comité du Musée historique de Saint-Paul le prix du Citoyen de l'année, pour souligner le travail accompli pour mieux faire connaître l'histoire de Saint-Paul.

Un francophone à la présidence des Jaycees de Calgary

Par Alain Bertrand



De gauche à droite: Jean-Pierre Lajoie, président sortant, James Istvanffy, vice-président, Ralph Klein, Mario Bénard, président.

CALGARY — Il pleut des clous à Calgary. De ma table, je l'aperçois en train de se diriger vers l'entrée principale du restaurant.

Mario Benard s'excuse de ses quelques minutes de retard. En tant que gérant de bureau dans le domaine des piscines et spas, il est très occupé. De plus, depuis juin dernier, Mario est président de la jeune Chambre de Commerce de Calgary, les Calgary *Jaycees*.

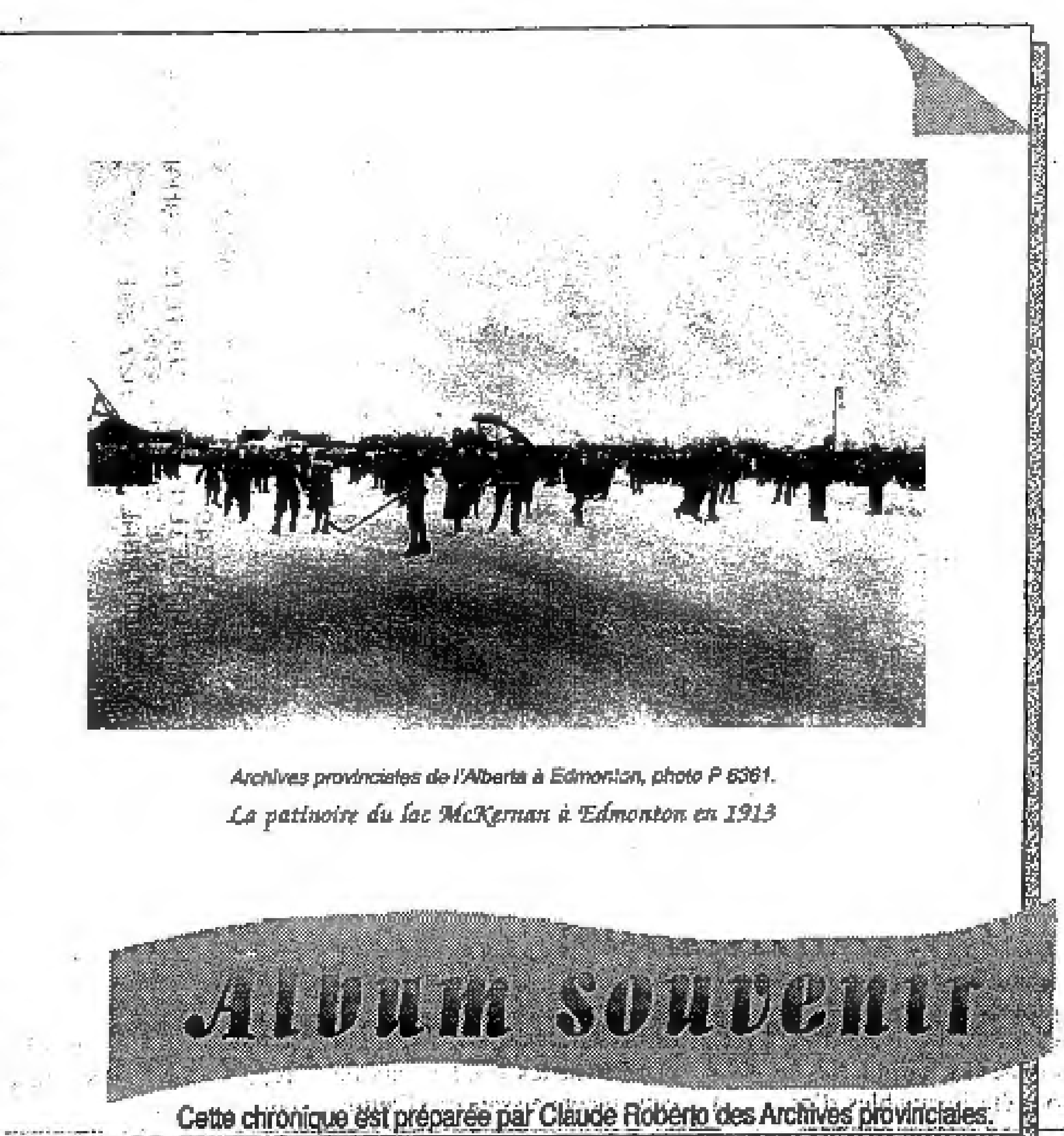
Né à Saskatoon, ce jeune père de 4 enfants habite Calgary depuis 7 ans. Issu d'une famille francophone de sept enfants, il a fait ses études secondaires au Collège de Gravelbourg.

De l'aveu même de Mario Bénard, le bénévolat est une expérience des plus enrichissantes. Mario a amorcé son expérience personnelle avec *Calgary Between Friends*, un organisme dont le but principal est d'envoyer des jeunes handicappés dans un camp d'été. Il y donnait des cours de menuiserie à des jeunes âgés de 8 à 20 ans. «*Calgary Between Friends* voulait prélever des fonds en organisant une activité à l'Oval olympique de l'Université de Calgary, explique Mario. Les *Jaycees* ont participé et ont aidé considérablement. C'était la première fois que j'entendais parler d'eux.» En fait, les diverses options offertes par la jeune chambre de commerce telles que développement personnel et communautaire, ainsi qu'une meilleure connaissance du monde des affaires, ont attisé l'intérêt de Mario.

Par contre, lors de son entrée au conseil d'administration, les *Jaycees* souffraient de problèmes d'organisation et de recrutement. «Pour une organisation internationale si bien organisée, c'était dommage d'apprendre qu'il y avait un tel manque d'intérêt à Calgary», continue-t-il. Sa première année au conseil, il la passa en tant que trésorier sous la présidence d'un autre francophone, Jean-Pierre Lajoie. Durant cette année, Mario participa à la remise sur pied des états financiers.

Depuis juin dernier, Mario occupe le poste de président. «En tant que président, je me suis donné un but principal: avoir au moins un évenement par an qui serait assez important pour figurer à la une des journaux. Il est important d'attirer plus de membres et de les intéresser à s'impliquer, souligne-t-il. Je suis fier d'avoir la chance de pouvoir participer à une organisation aussi reconnue que les *Jaycees*. L'important dans tout cela, c'est, bien sûr, les bénévoles. Dans n'importe quelle organisation, ce sont eux qui font tout marcher; sans eux, je ne pourrais rien faire. On ne peux jamais assez les remercier. En tant que francophone, je crois que je suis très privilégié d'être dans une telle position. Les *Jaycees* ont tant à offrir, j'espère qu'ils seront bientôt mieux représentés à Calgary.»

Le conseil d'administration des Calgary *Jaycees* compte plusieurs francophones: outre le président Mario Bénard, il y a Jean Bénard, trésorier; Alain Bertrand, secrétaire et Jean-Pierre Lajoie, président sortant.



Archives provinciales de l'Alberta à Edmonton, photo P 6361.
La patinoire du lac McKernan à Edmonton en 1913

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.

• Collaboration spéciale

La leçon des nisga'a

Par Claude Denis

VICTORIA — Avec la signature du traité Nisga'a en Colombie-Britannique, les Premières Nations sont à la veille de découvrir comment les Canadiens traitent les francophones depuis des décennies. La francophonie est habituée d'entendre que nous sommes un «groupe ethnique» injustement privilégié par la Loi sur les langues officielles; mais nous savons aussi que ce «privilège» s'accompagne de discrimination, d'un taux d'analphabétisme et de pauvreté plus élevé que celui du reste de la population, de menaces constantes à notre capacité de nous développer, etc.. La francophonie hors Québec est habituée d'être un «political football» dans la lutte entre les nationalismes québécois et canadien; et les francophones du Québec sont suffisamment désillusionnés de leur place dans le Canada d'aujourd'hui que 60% viennent de voter en faveur de la souveraineté. Quel rapport avec les Premières Nations, direz-vous? Il faut d'abord reconnaître que l'accord dévoilé la semaine dernière par le gouvernement fédéral, celui de la Colombie-Britannique et les représentants des Nisga'a est un gain sur deux plans. Premièrement, le fait même d'avoir négocié un accord est un événement historique en Colombie-Britannique, une province qui avait refusé toute négociation depuis cent ans. Deuxièmement, ce que les Nisga'a obtiennent est loin d'être négligeable: le contrôle d'un territoire de 2 000 kilomètres carrés, $200 millions, le gouvernement autonome, leurs propres tribunaux, des droits à la pêche au saumon - mais ils ont dû abandonner leur exemption de taxe de vente et d'impôt fédéral. Mais c'est précisément dans certains de ces gains que le bât blesse.

Notons d'abord qu'aussitôt annoncé, l'accord est devenu extraordinairement controversé: les deux partis d'opposition à Victoria l'ont dénoncé comme étant beaucoup trop généreux; le critique pour les affaires autochtones du Reform Party fédéral l'a même dit «terrifiant», ajoutant qu'il allait: «hanter les Canadiens pour des générations à venir»; l'industrie colombienne des pêcheries, des organisations de chasseurs et pêcheurs sportifs, se sont plaint du fait que l'accord crée «un gouvernement dans un gouvernement» («eh oui, justement!» pourrait-on répondre) et ont parlé de «trahison». Le *Victoria Times Colonist* a ainsi remarqué que l'accord allait devenir un: «*political football* dans la très prochaine campagne électorale, qui risque d'être la plus sale de l'histoire de la Colombie-Britannique».

Ensuite, il faut bien voir ce que les Nisga'a ont concédé pour arriver à un accord. Rappelons d'abord les principes défendus par les Premières Nations lors des négociations constitutionnelles de 1989 à 1992: droit inhérent au gouvernement autonome, impliquant un statut gouvernemental qui combine des fonctions provinciales et fédérales, indépendance face aux lois fédérales et provinciales d'application générale, de même que face à la Charte des droits et libertés. Qu'ont obtenu les Nisga'a? Leur gouvernement autonome sera d'un niveau similaire à celui d'une municipalité de plus de 5000 habitants (la population Nisga'a est d'environ 6 000), leurs tribunaux auront une juridiction très limitée, le tout étant généralement sujet aux lois provinciales et fédérales et à la Charte canadienne des droits et libertés. De plus, les Nisga'a ont été incapables d'arriver à un accord global avec le gouvernement provincial sur les pêcheries, ce qui les a forcés à négocier un accord séparé avec le seul gouvernement fédéral: tout en étant face au gouvernement colombien le plus accommodant de l'histoire, les Nisga'a se sont heurtés à tant de résistance provinciale qu'ils ont dû se contenter d'une sorte de compensation fédérale.

Ce sont, en d'autres mots, les principes de base sur lesquels les revendications autochtones sont fondés qui ont été concédés par les négociateurs Nisga'a, comme prix nécessaire d'un traité. Ottawa et Victoria, finalement, reconnaissent les droits autochtones d'une main et retirent les fondements de cette reconnaissance de l'autre; et c'est beaucoup d'argent qui vient masquer cette douteuse opération. Pendant ce temps, les cris fusent de plus en plus haut en Colombie-Britannique contre cette trop grande générosité, ce traitement de faveur à un «groupe racial» - on n'a qu'à écouter Gordon Campbell, chef libéral provincial, qui pourrait bien devenir Premier Ministre d'ici à six mois: «A racially based commercial fishery is not going to be acceptable to British Columbians.»



Quel rapport avec la francophonie, dites-vous maintenant? Allons donc! Un jeu politique dans lequel les provinces résistent et Ottawa a le beau rôle; qui donne des morceaux de reconnaissance et beaucoup d'argent, parce qu'il refuse la pleine reconnaissance que serait le statut de «peuple fondateur»; qui n'altère pas les désavantages profonds auxquels se bute la minorité; le tout produisant une hostilité et un ressentiment de plus en plus marqués au sein du groupe majoritaire. Voici, il me semble, une esquisse de la situation de la francophonie canadienne depuis des lunes - et c'est le chemin que trace l'accord des Nisga'a pour les Premières Nations. (On trouve d'ailleurs la même dyna-mique dans la série d'accords plus limités signés au même moment en Ontario par le Ministre fédéral des Affaires indiennes Ron Irwin avec une demi-douzaine de bandes.)

Depuis au moins l'été dernier, on voit se développer en Colombie-Britannique un *backlash* contre les revendications autochtones. Avec le traité des Nisga'a et la prochaine campagne électorale, la température va beaucoup monter - c'est certain, et il ne reste à se demander qu'une chose: jusqu'où l'hostilité va-t-elle aller?

Les Cris de la Baie James feraient bien de méditer toute cette histoire dans leur calculs politiques canado-québécois, car il y a là une leçon: quand les Canadiens considèrent les revendications autochtones indépendamment de leur utilité pour taper sur le Québec, la belle et généreuse solidarité avec les «Indiens» en prend pour son rhume.

Éditorial

La pureté est une chose bien dangereuse

Ainsi, Ralph Klein aurait profité de sa position pour vanter les mérites de Multicorp et ramasser le magot en passant.

Et puis après?

On me traitera sûrement de cynique, mais je trouve cet état de fait très normal. Je ne dis pas que suis pour ou contre; mais je ne m'attends pas à autre chose d'une personne, d'un parti ou d'une compagnie qui se trouve en situation de pouvoir. J'irais même jusqu'à dire que ceux qui m'irritent sont ceux qui, comme les libéraux, jouent les vierges offensées et hurlent à la lune, comme si eux ne seront pas les premiers à se remplir les poches lorsqu'ils auront réussi à déloger les conservateurs (d'ici 30 ou 35 ans, au rythme au vont les choses en Alberta). Autrement dit, quand la critique émane d'un groupe intéressé, comme un parti politique, plutôt que d'un groupe désintéressé, je me méfie. Tout en reconnaissant que la stratégie des libéraux dans l'affaire Multicorp est efficace dans la mesure ou ils réussissent à percer l'armure conservatrice, je déplore l'obligation qu'a l'opposition officielle de continuellement crier au loup.

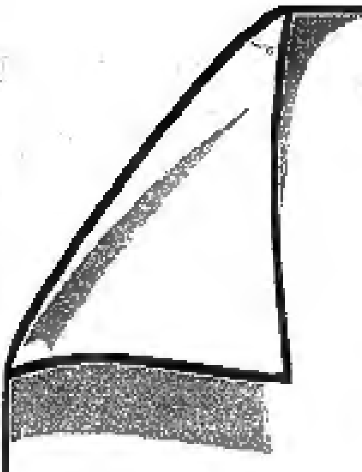
L'art de gouverner, selon les canons de la politique canadienne, (pour ne pas dire partout ailleurs), se résume à deux tâches essentielles: garder la population assez tranquille pour éviter les troubles sociaux et profiter de sa situation le plus discrètement possible. La sagesse populaire pardonne aux dirigeants leur désir de s'enrichir mais est impitoyable envers ceux qui ont le malheur de se faire prendre.

Que l'on cherche à empêcher les abus du pouvoir, rien de plus naturel; c'est pourquoi nous avons un système politique qui permet à l'opposition officielle de servir de chien de garde au des intérêts de la population à la législature. Mais il est assomant d'avoir à subir le barrage d'insultes qui occupent l'essentiel des assemblées législatives.

Ce qui est plus pernicieux encore chez-nous, en Alberta, c'est que la population a toujours aspiré à trouver une formule de démocratie directe qui préviendrait définitivement les dangers de corruption et de patronage. C'est ce qui s'appelle rêver en couleur...l'effort est louable, bien sûr, mais les résultats sont moins que probants: le Crédit social et le parti de la Réforme, deux joyeuses bandes d'hypocrites qui se sont servi et se servent encore d'une conception étroite de la morale pour défendre les intérêts des WASPs (White Anglo-Saxon Protestant) au détriment de tous les autres citoyens, et qui vivent enfermés dans le rêve d'une société passéiste du style Petite-maison-dans-la-prairie. Car ne nous y trompons pas: tout comme son père, Ernest Manning, grand Manitou du Crédit social, Preston cherche à imposer un système de démocratie directe à Ottawa. Tel père tel fils.

La démocratie indirecte, telle que nous la vivons, est imparfaite, avec son cortège de scandales style MultiCorp et d'abus de pouvoir; elle constitue cependant la meilleure que nous puissions trouver dans les circonstances actuelles. Comme l'exprime si bien le dicton populaire (excusez ma traduction): Mieux vaut le diable qu'on connaît que celui qu'on ne connaît pas.

François Pageau



Courrier des lecteurs



Paradoxe Macao

J'aimerais féliciter *le Franco* pour l'article concernant Macao. Il y a quelques semaines, je me posais ironiquement la question si Macao était toujours sous administration portugaise. Je me demande si votre collaboratrice, Mme Verret, pourrait nous indiquer si Macao demeurera toujours portugais ou si, comme Hong Kong, la Chine reprendra Macao?

Roy Klassen
Edmonton

NDLR. Comme vous le soulignez, le transfert de souveraineté sur Hong Kong à la Chine par le Royaume-Uni aura lieu en 1997. Pour ce qui est de Macao, la rétrocession à la Chine est prévue pour 1999. Selon L'état du monde 1995, *les 10 000 Macanais bilingues ont manifesté leur mécontentement envers Lisbonne (capitale du Portugal) à cause de la baisse probable de leur influence après 1999. La traduction en chinois des lois portugaises n'a pas progressé; cependant, le premier ministre portugais, Anibal Cavaco Silva, s'est rendu en Chine et à Macao en avril 1994 pour discuter du futur transfert.*



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



Directeur: François V. Pageau
Adjointe, administration, publicité: Micheline Brault
Infographiste: Lynda Gagnon-Holmstrom
Correspondant national: Yves Lusignan
Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

Calgary: Jacques Girard et Alain Bertrand
Centralta: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (St-Albert)
Rivière-la-Paix: Patrice Savoie (St-Isidore) et Noëlla Fillion (Donnelly)
Plamondon: Dany Martin

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.

8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur:** (403) 465-3647
lefranco@compusmart.ab.ca

Coup de foudre... littéraire à Edmonton

Par Chantal Bock

EDMONTON — **J'ai tellement de choses à écrire sur cette rencontre. Je voudrais tout dire sur Dominique Demers, écrivaine, journaliste et professeur de littérature. «Créer c'est choisir»... tâche très ardue avec une personne aussi extraordinaire! Je dois me plier au mot d'ordre de la création et choisir. Un mot me revient constamment en tête: passion. J'ai trouvé ma toile de fond.**



Dominique Demers

Tout d'abord, un mot sur le cheminement de Mme Demers. Elle est née à Hawksbury, Ontario, petite ville située à mi-chemin entre Ottawa et Montréal. Elle fait ses débuts journalistiques à l'âge de 16 ans. Elle étudie en littérature à Montréal et complète aussi un bac en pédagogie. Elle déclare: «Journaliste de reportage est un métier fascinant, le rêve de ma vie». Elle réalise ce rêve au magasine québécois l'*Actualité* et y travaille depuis 17 ans. Elle est critique de littérature jeunesse au journal *Le Devoir* pendant dix ans et sa passion dans ce domaine la mène au doctorat. Elle abandonne la critique pour s'adonner elle-même à l'écriture pour les jeunes. Depuis, elle a écrit deux romans pour enfants, quatre pour adolescents et a dirigé l'écriture de trois livres de références, toujours en littérature jeunesse. Elle est maman de trois enfants, enseigne à l'université et travaille à son prochain roman.

Dominique Demers aime tout ce qu'elle fait avec passion.

Elle a été conférencière invitée à la convention des enseignants qui a eu lieu à Edmonton les 8 et 9 février derniers. J'ai assisté à cette conférence et ce fut le coup de foudre. Mais je vous avouerai que je n'étais pas la seule à vivre une histoire d'amour. Ce fut un coup de foudre collectif! Le coeur de chacun des participants battait au même rythme: celui de Dominique Demers. Assise sur une table, elle fait face à son auditoire et commence à parler. Dès les premiers instants, elle nous accroche. Elle crée un lien, une intimité avec ses auditeurs. Tous les regards sont rivés sur elle et celle-ci nous tient ainsi en haleine pendant 90 minutes. En si peu de temps, elle a réussi à nous communiquer son amour passionné de l'écriture et de la lecture. «Comme reporter, j'ai été appelée à voyager beaucoup, mais les plus beaux voyages de ma vie, je les ai faits assise, en silence, toute seule avec mon petit McIntosh.»

Dominique a écrit ses deux premiers livres jeunesse assise par terre en jouant avec ses enfants lors de vancances pluvieuses. On assiste ainsi à la naissance de *Valentine Picotée et de Toto la Brute*. «Une histoire qui vient de la vraie vie» nous explique-t-elle à ce sujet. Le premier roman pour adolescents, l'aîné d'une trilogie, est une autobiographie. *Un hiver de tourmente* raconte la mort de sa mère. Le deuxième roman *Les grands sapins ne meurent pas* ouvre une porte sur la fiction. Mais «On ne peut pas construire la vie sans aller chercher de l'information sur la vie». Elle rencontre alors 150 filles enceintes dans un gymnase d'une école secondaire, fait enquête auprès des travailleurs sociaux, etc... pour écrire ce qu'elle même décrit comme un beau mais douleureux voyage. Le cadet de la trilogie, *Ils dansent dans la tempête* , est basé sur une recherche qui l'a amenée sur les chemins de la spiritualité. D'ailleurs, elle a interviewé des moniales (équivalent féminin des moines) et a passé 4 jours chez elles, dans le silence. «Quand un personnage vient faire du camping dans ta tête, il n'y a qu'une façon de t'en débarasser: lui écrire une histoire». Ce personnage, qui lui est soudainement apparu, c'est celui de son dernier roman *La nouvelle maîtresse*.

Dominique Demers adore son jeune public et celui-ci le lui rend bien. Lors de son passage de la *Courte échelle* à *Québec Amérique* , les jeunes lui sont restés fidèles. «C'est un public qui est très en adoration et c'est très comblant», déclare-t-elle avec enthousiasme. Il existe même un concours de popularité au Québec par l'entremise duquel les jeunes accordent un prix littéraire. Trois des romans de Mme Demers remportent la première place et deux la seconde. Lorsqu'il s'agit de rejoindre les jeunes par le biais de la lecture, Mme Demers a non seulement relevé le défi, mais a aussi accompli un exploit. Elle nous invite, nous adultes, à une littérature qui n'est pas nécessairement destinée qu'aux jeunes; il n'y a pas de frontières dans le monde de la lecture. Elle déclare: «Si on prenait des adultes qui n'aiment pas lire et qu'on leur faisait lire des livres pour adolescents, ils aimeraient la lecture».

Par rapport au monde de l'éducation, Dominique Demers dit que, dans certains cas, il se porte merveilleusement bien et que dans d'autres il se porte terriblement mal. C'est ça, la réalité. Nous avons affaire à des individus et la solution réside dans la valorisation de l'enseignement. Elle envie les professeurs et leur dit: «Je pensais changer le monde en étant journaliste, mais c'est en étant prof qu'on change le monde.» Avis aux professeurs intéressés: Mme Demers écrira d'autres articles sur l'éducation dans l'*Actualité* et son prochain se concentrera sur les professeurs.

Je dois donc m'arrêter ici, forcée par les lois du temps et de l'espace. Mais j'aimerais vous laisser sur ces mots de Mme Demers, qui fait l'équation entre lecture et passion de lire: «La lecture est un monde où, si tu n'as pas un passionné devant toi, ça ne marche pas.»

• Prêts de Musicaction

Les artistes francophones de l'Ouest y auront accès

OTTAWA (APF) — Les portes de la Fondation Musicaction sont maintenant grandes ouvertes pour les talentueux artistes francophones de l'Ontario et de l'Ouest.

Distribution APCM, un service offert par l'Association des professionnels de la chanson et de la musique franco-ontarienne (APCM), est maintenant reconnue par la Fondation comme une maison de distribution professionnelle.

Fondée il y a dix ans par des professionnels de l'industrie du disque et de la radiodiffusion à la suite à la décision du CRTC d'imposer aux radios un quota de 65 pour cent de chansons en langue française, *Musicaction* accorde des bourses et des prêts aux artistes dans le but d'augmenter la quantité et la qualité du matériel sonore francophone. Cette entreprise sans but lucratif offre aussi une aide financière à la production de vidéoclips et une aide aux tournées à l'étranger de spectacles d'artistes canadiens.

Les prêts accordés par *Musicaction* peuvent atteindre la somme de 75,000$. Ils ne sont remboursables qu'en fonction de la vente des disques et des cassettes, d'où l'importance d'un bon réseau de distribution.

Pour être éligible à un prêt, Musicaction exige que l'artiste soit associé à une maison de distribution reconnue, qui jusqu'à tout récemment ne pouvait être que québécoise. Les Robert Paquette et Brasse Camarade n'avaient donc d'autre choix que de déménager dans la province voisine, puisque les maisons québécoises refusaient de distribuer des artistes franco-ontariens.

Les artistes de l'Ouest canadien profiteront aussi de cette ouverture québécoise.

Le retour de l'enfant prodigue à Cap Saint-Georges

Jacynthe Lafrance
(APF)

TERRE-NEUVE — **Le 8 février dernier, l'autobus de Brian Tobin a fait escale à Cap Saint-Georges avant de continuer sa route pour La Grand'Terre. Chez les Terre-Neuviens Français, Mildred Cornect l'a accueilli les bras ouverts.** Ce dernier n'a pas hésité à rappeler qu'il a fait ses premières armes dans cette région et qu'elle l'avait accueillit avec une tasse de café et du pain frais lors de sa première campagne électorale. Il en a profité pour souligner qu'il a toujours défendu et défendra toujours les intérêts des gens de ces communautés.

Les personnes de ces communautés, ce sont des francophones et ils n'ont pas hésité à le lui rappeler en lui remettant un drapeau franco-terre-neuvien. En réponse, Brian Tobin s'est fait rassurant sur sa position envers les francophones. Il a déclaré, en français: «C'est possible pour les francophones de Terre-Neuve de parler français et c'est nécessaire pour le gouvernement de Terre-Neuve de reconnaître les priorités des gens de Port-au-Port et du peuple français de Terre-Neuve.»

Toutefois, pour ce qui est de la gestion scolaire, il n'a pas fait de promesses. Il a cependant laissé entendre qu'il désire régler cette question à l'amiable. «C'est un problème que je voudrais voir résolu à une table de négociation.(...) Je crois que c'est nécessaire que le gouvernement de Terre-Neuve parle avec la Fédération des parents français (sic) de Terre-Neuve et regarde les questions de représentation dans les questions d'éducation».

Il n'a rien précisé de plus, avouant ne pas avoir eu le temps de lire le rapport ministériel sur la gestion scolaire francophone. Il a toutefois proclamé qu'il n'avait pas besoin de ce rapport pour savoir ce qu'il ressentait en tant que Canadien au sujet des droits des gens de parler leur langue et d'en assurer leur pérennité, dont l'éducation a un rôle assez fondamental. «J'ai toujours supporté l'idée que les gens qui parlent une des deux langues officielles doivent pouvoir le faire et être en mesure de contrôler les dispositions nécessaires à l'éducation», a souligné le chef des libéraux. Notons que Brian Tobin a été élu le 22 février dernier et occupe maintenant le poste de Premier ministre de la province.

L'école du samedi

Dany Martin

PLAMONDON — À Plamondon, un samedi par mois, l'école Beauséjour continue d'accueillir des élèves désireux d'apprendre quelques notions de français.

L'école du samedi est légèrement différente de l'école conventionnelle; les méthodes d'enseignement y sont peu traditionnelles. Dans cette classe-vacance du samedi matin, nul besoin d'être pédagogue spécialisé pour enseigner. En fait, nul besoin d'être adulte non plus. Une fois par mois, des parents francophiles retournent sur les bancs d'école, laissant craies et tableaux à la marmaille de l'élémentaire. Dans une atmosphère de fête familiale, les rôles sont inversés. L'espace d'un moment, les enseignants deviennent les enseignés, avec le français à l'ordre du jour.

Que ce soit pour Julien, Carroll, Joshua, Matthew, Catlin, David, Kailey, Christopher, Bradley, Sabrina ou Meghan, le plaisir de montrer à sa famille les difficultés de la langue française qu'ils ont appris à maîtriser est très valorisant. «L'école du samedi, c'est bon parce qu'on peut apprendre le français en famille» me lance naïvement Julien Piquette, enseignant d'un jour âgé de 8 ans. Les quenottes brillantes et les mains pleines de biscuits, ces jeunes frimousses s'égosillent devant la parenté. À l'école du samedi, aucune cloche n'annonce la divine récréation ou la fin des classes. Mais comme dans toute bonne école, la collation des grades est de mise. C'est en s'enorgueillant que la progéniture présente un diplôme d'appréciation à leurs parents après chaque journée passée à l'école du samedi. Ce sont les enfants seuls qui distribuent les certificats avec les commentaires d'usage. Après tout, ils sont les artisans de cette école. À la remise des diplômes, c'est sur eux que l'honneur rejaillit. «Le principe premier de l'école du samedi, c'est d'apprendre des plus petits qu'ils sont plus grands que l'on croit» affirme Mme Manon Paré, enseignante à l'École Beauséjour de Plamondon.

L'idée d'instaurer un projet semblable n'est pas nouvelle. Elle a simplement été adaptée au contexte. À l'origine, l'école du samedi devait permettre d'instruire un analphabète et de lui enseigner les bases de l'écriture. La forme employée était la même, l'enfant servant de maître, étouffant ainsi les craintes de l'adulte face aux subtilités de l'écriture, la rendant même amusante. À Plamondon, les contexte est différent. Les gens qui participent à l'école du samedi sont instruits mais leur langue première est l'anglais. Plusieurs jeunes de l'École Beauséjour s'instruisent en français sans toutefois pouvoir pratiquer cette belle langue à la maison, un des deux parents ne parlant pas le français. Pour contrer cette problématique, l'idée est venue de créer ce type de pédagogie et de l'adapter aux situations. L'école du samedi est un endroit amusant et coloré où, enfin, l'enfant prend le contrôle de ses parents.



Sabrina, le détestable Tony-Lee et papa Chabot



Catlin et tante Rachel

• Nouveau Départ

Des femmes à l'action!

Lynda Gagnon

EDMONTON - Pour quinze femmes, la routine a beaucoup changé depuis le 22 janvier dernier. Ces femmes, armées de courage et de détermination sont les participantes du programme de réintégration au marché du travail, Nouveau Départ.

Une aura d'enthousiasme enveloppe le groupe de femmes de milieux différents qui sont réunies pour vivre une expérience qui offre à chacune les outils dont elles ont besoin pour entreprendre une nouvelle étape vers les buts qu'elles désirent atteindre.

Elles n'hésitent pas à affirmer les bienfaits pour les femmes d'avoir accès à un tel programme et elles proclament également l'importance de se retrouver dans un groupe formé uniquement de femmes.

Beaucoup a été accompli depuis le début du programme et les participantes ont développé un sens de direction plus clair.

Après des sessions de valorisation personnelle et de planification de carrière, elles ont entrepris, cette semaine, une session en informatique qui sera suivie d'une formation en milieu de travail d'une durée de quatre semaines. Elles ont d'ailleurs déjà commencé leurs recherches de stages.

Il reste encore beaucoup de travail à faire mais à en juger par l'optimisme quasi palpable avec lequel elles se préparent à entreprendre les prochaines étapes qu'elles devront franchir, elles n'en sortiront que victorieuses!



1ère rangée de gauche à droite: Carmeline Hibbard, Saloua Medhaffer, Diane Conway, Nancy Matar. Deuxième rangée: Fernande Bergeron, formatrice; France Lajoie, Marielle Bazinet, Gaétane Drolet, Michèle Poulin, Tahani Mikhaiel, Diane Wallin, Ghyslaine Kieffert. Absentes pour raisons de recherche de stages: Thérèse Charron, Lina Mateka Ngiomboy, Huong Cao et Diane Duchesne.

Quelle sera la place des francophones sur l'autoroute de l'information?

Par François Pageau



EDMONTON — **John Gerrard, Secrétaire d'État à Industrie Canada et responsable du dossier de la diversification économique de l'Ouest canadien, était de passage à Edmonton, plus précisément à la Faculté Saint-Jean, le 20 février dernier.**

M. Gerrard a fait une présentation multimédia, en français, portant sur l'importance économique de la future autoroute électronique canadienne. Il a souligner les avantages multiples qu'apporteront aux entreprises les plus récentes percées technologiques dans le domaine de la transmission de l'information.

Suite à la présentation, M. Gerrard a tenté de répondre aux questions de l'auditoire sur le récent refus par Industrie Canada d'une demande d'aide financière pour la création de *Franconet*, un réseau informatique francophone visant à relier sur Internet un certain nombre d'organismes de la capitale albertaine. M. Gerrard a confirmé qu'il avait pris connaissance du dossier et que des solutions seront recherché dans un avenir proche. Il a avoué que plusieurs autres communautés francophones de l'Ouest canadien vivent un problème similaire. Il n'a cependant pas eu le temps de s'asseoir avec les intervenants pour discuter plus à fond du cas particulier de Franconet.

Rappelons que l'élaboration de l'autoroute de l'information canadienne est axée sur trois objectifs:

-Créer des emplois par l'innovation et l'investissement;

-Renforcer la souveraineté culturelle du Canada;

-Garantir l'accès universel à un coût raisonnable.

Puisque le gouvernement canadien appuie fortement le principe de concurrence dans le dossier de l'autoroute, il s'engage à effectuer un travail de chien de garde de l'industrie canadienne dans la réalisation de ces trois objectifs, et, selon M. Gerrard, étudie les façons de permettre aux francophones canadiens de bénéficier des résultats de ces trois objectifs. La chose n'est pas faite, et le dossier sera à suivre de près.

OFFRES D'EMPLOI



recherche une directrice ou un directeur pour L'ÉCOLE DU SOMMET À ST- PAUL

FONCTION: Cette personne a la resposabilité de voir au fonctionnement optimal de cette école francophone. Ce chef de file agit de façon à répondre aux attentes de la communauté scolaire dans les domaines suivants: la gestion scolaire, la pédagogie, la culture et la langue, la morale, le développement spirituel et l'établissement de services scolaires.

FORMATION ET APTITUDES RECHERCHÉES:
- Une formation et l'expérience pertinente en administration scolaire.
- Aptitudes à travailler en équipe et la capacité de cultiver des attitudes positives au sein de la communauté scolaire.
- Aptitudes d'exercer un leadership approprié selon les circonstances.
- Habiletés exceptionnelles en communication.
- Beaucoup d'énergie, de dévouement et d'entregent.

TRAITEMENT: Selon la convention collective du district.
ENTRÉE EN FONCTION: Pour la rentrée scolaire 1996-1997
DATE LIMITE DU CONCOURS: le 8 mars 1996

Faites parvenir votre offre de service à:

Monsieur Donald Michaud, directeur général
C.P. 249, 4922, 51 avenue
Saint-Paul, Alberta T0A 3A0 Téléphone: 645-3888
Télécopieur: 645-2045



Conseil scolaire régional du Centre-Nord No. 4

UNE ÉCOLE PUBLIQUE FRANCOPHONE À CARACTÈRE NON CONFESSIONNEL

Le Conseil scolaire régional du Centre-Nord envisage l'établissement d'une école élémentaire publique, qui ouvrira ses portes en septembre 1996, si les inscriptions sont suffisantes.

Raison d'être
L'école publique vise à préparer nos enfants à être citoyens du monde en créant un milieu éducatif qui respecte les diverses cultures et les principes spirituels fondamentaux à toutes les religions. Ainsi, l'école publique intéressera les parents désirant pour leurs enfants une éducation qui ne tient pas d'une tradition religieuse particulière.

RÉUNION PUBLIQUE
LE 6 MARS 1996 À 19H30
À L'ÉCOLE MAURICE-LAVALLÉE
8828 - 95e rueEdmonton (Alberta)

Pour de plus amples informations:
Suzanne Sauvé (parent) 432-0984 ou
Lucien Larose (Conseil) 468-9449

OFFRE D'EMPLOI



L'Association canadienne-française de l'Alberta régionale d'Edmonton est à la recherche de :

deux animateurs/trices

Pour faire de l'animation pour le Camp Soleil du printemps

semaine du 25 au 29 mars 1996
de 9h00 à 16h00

ENTRÉE EN FONCTION: le 20 mars 1996

salaire à déterminer

Si vous êtes intéressé, veuillez envoyer votre curriculum vitae au bureau de l'ACFA régionale d'Edmonton,
à l'attention de Julie Roach
#100, 8925-82 avenue Edmonton (Alberta)
T6C 0Z2
Télécopieur: (403) 469-3997
ou par E-Mail acfareg@datanet.ab.ca
avant le 8 mars 1996



ÉCOLE LA MISSION

POSTE: AGENT OU AGENTE DE PROMOTION ET DE RECRUTEMENT

Contrat: temps partiel - minimum 10 semaines
Début: le 11 mars - Salaire à négocier
Lieu de travail: St-Albert
Tâches et responsabilités
Promouvoir l'éducation francophone et recruter auprès des parents admissibles à l'éducation francophone.
Qualifications:
- Expérience pertinente de travail avec le public.
- Très bonnes habiletés organisationnelles.
- Excellentes habiletés de communication et de travail d'équipe.
- Très bonnes connaissances du français et de l'anglais.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le 8 mars à:

M. Lucien Larose, directeur
Conseil scolaire régional du Centre-Nord
Développement, promotion et recrutement
204 - 8703 - 91e rue, Edmonton (Alberta) T6C 4L4
(403) 468-9449 - Télécopieur: 468-3397

ROÎT en tournée

Quand on veut que ça swingue, il faut faire appel au groupe *Suroît!* Cette joyeuse bande de musiciens, originaires des îles de la Madeleine, au Québec, ont parcouru la province en février et resteront encore au début mars. Grâce à leurs rythmes entraînants, ils ont permis à plusieurs francophones de l'Alberta d'oublier l'espace de quelques heures les rigueurs de l'hiver, comme il l'ont prouvé lors de leur spectacle au *Side Track Café*, comme on le voit sur la photo.

Charles Joseph Lamoureux
1929 - 1996



Charles Joseph Lamoureux, résident de McLennan est décédé à Edmonton le 8 février 1996 à l'âge de 66 ans.

Il est né à Donnelly en Alberta le 7 avril 1929, fils de Joseph Hercule Lamoureux et de Fabiola Bessette. Charles a fréquenté l'école de Donnelly, Falher et Morinville ainsi que le Collège Saint-Jean à Edmonton. Durant ses années à l'école, Charles s'est fait beaucoup d'amis intimes. En 1944, Charles retourne à Falher et en 1953, il déménage à McLennan où il fait connaissance de Clémence Richer qu'il épouse en 1956.

Charles a travaillé dans les chantiers d'huile, pour le chemin de fer et pour la Société des alcools, et a ensuite travaillé avec son père Hercule et son frère Laurent à leur garage. Il était aussi copropriétaire d'une quincaillerie à McLennan. En 1969, Charles devient surintendant des transports pour la division scolaire de High Prairie. En 1978, des problèmes cardiaques forcent Charles à prendre sa retraite.

Au fil des années, la famille a grandi. Charles et Clémence ont eu quatre enfants: Roland, né en 1958, Gilbert en 1959, Jocelyn en 1963 et Richard en 1968. Charles aimait bien sa ville de McLennan et fut conseiller municipal durant 10 ans et commissaire pour l'école pendant 15 ans. Il fut aussi actif au sein de la Chambre de commerce, les Elks et les Chevaliers de Colomb. Durant sa jeunesse, Charles était un passionné de hockey et aimait beaucoup le curling.

Durant ses dernières années, Charles a vu grandir ses enfants tout en les encourageant à faire toujours de leur mieux. Ceux-ci lui en sont très reconnaissants. Les enfants sont aussi très reconnaissants envers leur mère, qui a toujours supporté Charles durant sa longue maladie. Il avait beaucoup d'amis et aimait bien les expéditions de pêche et de chasse avec eux. Charles était aussi un bon mécanicien et aimait réparer les automobiles durant de longues heures. Nous nous souviendrons de Charles comme un homme aimant et toujours prêt à tout donner.

Son épouse Clémence et ses enfants, Roland et son épouse Nancy; Gilbert, Jocelyn et Richard n'ont que de bons souvenirs de lui. Il laisse aussi ses petits-enfants Rachelle, Sébastien et Amanda, ainsi que quatre frères et leurs épouses: Jean-Paul (Marie); Elphège (Carol); Laurent (Angèle) et Jacques (Anne-Marie). Ses nombreux autres parents et amis le manqueront et garderont un souvenir affectueux de lui.

Charles fut précédé dans la mort par sa mère Fabiola en 1975 et par son père Joseph Hercule en 1988. Les funérailles ont eu lieu en la cathédrale St-Jean-Baptiste de McLennan le lundi 1er février 1996 à 14h30. Le célébrant était le révérend Père Clément Richer O.M.I. assisté du révérend Père Daniel Lafrance O.M.I. et curé de la paroisse. Les servants de messe étaient Joël et Maurice Deslauriers et Cécile McNamara portait la croix. Les porteurs étaient Robert, Louis et Paul Lamoureux, Marc Rouleau, Bernard Fournier et Paul Paradis. Les porteurs honorifiques étaient Jean-Paul, Elphège, Laurent et Jacques Lamoureux, Victor et Gérard Béland. Raymond Lamoureux et Angela Rysdyk ont lu les lectures. L'éloge a été rendu par Gérard Richer. L'organiste était Mme Mariette Limoges, et les solistes étaient Carmen Lamoureux-Marshall et René St-André. Le choeur St-Jean-Baptiste était sous la direction de Mme Mimi Lavoie. L'inhumation a eu lieu au cimetière catholique de McLennan.

La famille Lamoureux veut remercier tous les gens qui leur ont témoigné des marques de sympathie en pensée et en action. Un merci tout spécial aux Révérends Pères Clément Richer et Daniel Lafrance, O.M.I. pour leur appui spirituel. Les arrangements funéraires étaient confiés à la maison funéraire Chapel of Memories de Peace River, Alberta.

Adieu, cher époux, père, grand-père, frère et ami.



ACFA régionale de Jasper

La communauté francophone de Jasper fait appel aux francophones de la province pour que vous nous aidiez à ne pas perdre nos services en français. Le ministère du Développement des ressources humaines s'apprête à fermer notre centre d'emploi. Cela nous inquiète beaucoup car en raison de la fréquentation assidue du Centre d'emploi par la population transitoire francophone nous avons besoin de services en français.

Nous vous demandons donc d'écrire aux personnes suivantes pour appuyer notre démarche.



Honorable Douglas Young
Ministre responsable du Développement des ressources humaines
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

M. Tom Clark
Directeur
Canada Human Resource Centre
10 29-9e avenue
Grande Prairie (Alberta)
T8V 0N5

La Présidente par intérim
Manon Dallaire

Monsieur,

La direction de votre ministère s'apprête à fermer le Centre d'emploi qui dessert la communauté de Jasper. Ce service est essentiel pour nous car la population qui transite dans notre communauté est très importante. Lors de chaque saison touristique nous recevons des centaines de personnes désireuses de travailler chez nous et un nombre important de cette clientèle est francophone.

On nous a mentionné qu'il est possible qu'un service itinérant nous soit offert. Comme nous vivons dans un parc national, il nous apparaît évident que tout service futur dispensé par votre ministère soit offert dans les deux langues officielles.

Nous vous demandons donc de vous assurer que ce soit le cas.

Veuillez accepter, monsieur le ministre, mes salutations distinguées.

c.c. Honorable Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien
Tom Clark, Directeur du bureau de Grande Prairie

TV5 : À NE PAS MANQUER!

NOTE : L'heure des émissions est indiquée selon l'heure de l'Est.

[illegible] EN PRIMEUR À TV5

TV5, présentera en primeur, le concert de Beau Dommage enregistré en avril dernier et qui a permis au groupe de remporter le Félix très convoité du spectacle de l'année/auteur-compositeur-interprète. Sacré grand gagnant lors du Gala de l'Adisq 1995, le travail du groupe a également été couronné dans les catégories suivantes : Groupe de l'année, Album de l'année meilleur vendeur, Album de l'année/populaire et Émission de l'année/chanson. En 1974, Beau Dommage lançait un premier album éponyme qui allait fracasser tous les records de vente au Québec. Porte-parole d'une génération, Beau Dommage a forgé son imagerie urbaine sur une musique résolument moderne et authentiquement québécoise. L'amour, la solitude et la montréalitude sont très présents dans cet univers. En 1994, le groupe, dissout depuis 1978, tente un retour. Il propose alors à ses fans (avril) un nouvel album et entreprend une tournée du Québec qui le mène au Forum de Montréal en 1995. Le succès est encore une fois au rendez-vous! Le samedi 9 mars à 19 h 30 (rediffusion le dimanche à 13 h).

L'ÂGE DE LA PERFORMANCE

Que peuvent bien avoir en commun le président d'une entreprise dynamique de Silicon Valley, un athlète du Tour de France et une vache laitière championne? Réponse : la performance. Dans ce film de 53 minutes, Carole Poliquin nous présente aussi des banquiers suisses bravant des rapides déchaînés en rafting pour aiguiser leur sens du risque, une fillette de cinq ans à l'agenda aussi chargé qu'un cadre d'entreprise, des professionnels utilisant des smart drugs pour mieux performer dans leur travail, etc. Avec un humour qui fait grincer des dents, la réalisatrice questionne la nouvelle religion de la performance, de la productivité et de la compétitivité. La vie elle-même serait-elle devenue un sport de haute compétition, avec sa poignée de gagnants et son cortège de perdants? Cet excellent film qui a gagné de nombreux prix, dont le Gémeaux du meilleur documentaire d'auteur 1995, sera diffusé, le jeudi 14 mars à 9 h 30 (rediffusion le vendredi à 11 h).

À SURVEILLER :

Pour célébrer la 200e édition de **BOUILLON DE CULTURE**, Bernard Pivot reçoit Alain Delon le dimanche 10 mars à 20 h 30 (rediffusion le lundi à 13 h).

L'équipe de **VISIONS D'AMÉRIQUE** s'est rendue aux Îles-de-la-Madeleine pour se livrer à l'observation des phoques. Le jeudi 14 mars à 17 h 30 (rediffusion à 23 h 30).

[illegible] : L'intégrale de notre programmation se trouve sur Internet : http://www.tv5.org

• Journée internationale de la femme

Les femmes et leurs réalisations

Lynda Gagnon
Source: Condition féminine Canada

Il y a...

• **126 ans** (1870) • Pour la première fois, deux femmes deviennent fonctionnaires du gouvernement fédéral.
• **105 ans** (1891) • Le salaire hebdomadaire moyen de femmes est de 4,50$ alors qu'il est de 9,50$ pour les hommes.
• **83 ans** (1913) • Le salaire moyen d'une femme travaillant dans une usine au Canada est de 5$ par semaine ou de 261$ par année. On évalue le minimum vital à 7,50$ par semaine ou 390$ par année.
• **78 ans** (1918) • À la fin de la Première guerre mondiale, les femmes ont remplacé les hommes dans les usines de fabrication de munitions de Montréal, les chemins de fer, les magasins, les banques et les bureaux. Elles gagnent cependant de 50 à 60% des salaires versés aux hommes qui occupent les mêmes emplois.
• **75 ans** (1921) • Les femmes travaillant dans la fonction publique fédérale doivent démissionner lorsqu'elles se marient.
• **59 ans** (1937) • La compagnie aérienne Trans-Canada établit des normes de taille minimale et de poids maximal pour les agentes de bord, soit 5 pieds 3 pouces et 125 livres.
• **50 ans** (1946) • Les femmes mariées sont remerciées de leurs emplois dans la fonction publique et à la Société Radio-Canada sous prétexte que leur emploi en temps de guerre n'était que temporaire. Cette restriction est levée en 1955.
• **40 ans** (1956) • Huguette Plamondon est la première femme nommée à la vice-présidence du Congrès du travail du Canada.
• **31 ans** (1965) • Jusqu'alors, les agentes de bord employées par Air Canada devaient démissionner au moment de leur mariage et elles pouvaient être congédiées après l'âge de 32 ans. À partir de 1965, elles obtiennent un contrat de dix ans.
• **22 ans** (1974) • Pour la première fois, les femmes sont acceptées dans la Gendarmerie royale du Canada.
• **20 ans** (1976) • Bertha Wilson est nommée à la Cour d'appel de l'Ontario, devenant ainsi la première juge de la cour d'appel du Canada.
• **19 ans** (1977) • Marion Iron Quill Meadmore est la première femme autochtone reçue au barreau au Canada (Manitoba).
• **18 ans** (1978) • Une modification au Code canadien du travail interdit les mises à pied ou les renvois pour raison de grossesse.
• **18 ans** (1978) • Ione Christiansen, maire de Whitehorse, est la première femme nommée commissaire du Yukon.
• **16 ans** (1980) • Le revenu des femmes autochtones correspond à 71,7% de celui des autres femmes.
• **14 ans** (1982) • Madame le juge Bertha Wilson est la première femme nommée à la cour suprême du Canada.
• **7 ans** (1989) • Toutes restrictions, à l'exception des affectations dans les sous-marins, sont levées relativement à l'emploi des femmes qui servent dans les Forces armées canadiennes.
• **7 ans** (1989) • Audrey McLaughlin devient chef du Nouveau parti démocratique et est la première femme à diriger un parti fédéral au Canada.
• **5 ans** (1991) • Louise Fréchette est la première femme nommée représentante permanente et ambassadrice du Canada auprès des Nations Unies.
• **5 ans** (1991) • Un sondage Angus Reid effectué en octobre révèle que 37% des femmes estiment avoir déjà fait l'objet de harcèlement sexuel au travail.
• **4 ans** (1992) • Madame le juge Catherine Anne Fraser devient la première juge en chef d'une province (Alberta).
• **3 ans** (1993) • La très honorable Kim Campbell est la première femme à occuper le poste de premier ministre au Canada.
• **3 ans** (1993) • Sheila Copps est la première femme à devenir vice-première ministre. Elle est aussi titulaire du portefeuille de l'Environnement.
• **2 ans** (1994) • Helen Mamayaok Maksagak est la première femme et la première Inuite à occuper le poste de commissaire des Territoires du Nord-Ouest.
• **1 ans** (1995) • À l'aube du xxi siècle: Plan fédéral pour l'égalité entre les sexes est rendu public. Le plan est un cadre d'intervention du gouvernement fédéral destiné à faire progresser l'égalité des femmes au Canada.

Le Programme d'action adopté lors de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes en septembre 1995 énonce que «les femmes contribuent au développement non seulement par leur travail rémunéré, mais aussi par de nombreux travaux non rémunérés. Notamment en s'occupant des enfants et des personnes âgées, en préparant les repas du ménage, en protégeant l'environnement et en apportant une aide bénévole aux personnes et aux groupes vulnérables et défavorisés)»

25 ans, ça se fête!

Par Diane Martel



CALGARY — La société Franco-canadienne de Calgary a célébré ses vingt-cinq ans de fondation le 25 novembre dernier.

Elle a profité de l'occasion pour faire le lancement du livre historique *Des voix du passé...*, livre écrit avec la collaboration d'Estelle Paradis, Yvonne Hébert, Carmel Despins-Klassen et Daniel Butot.

Par la suite, plus de cent trent personnes se sont régalées et ont dansé au son de la musique du groupe *The Great Big Band*. Pendant la soirée, les présidents qui ont oeuvré au sein de la société tout au long de son existence ont été honorés en recevant une plaque de reconnaissance et un livre historique. Ce sont messieurs Jean-Louis Lebel, Jean Durant, Jean Toupin, Jean Moreau, Roger Lalonde, Pierre Lebel, Michel Cloutier, Michel St-Arnaud, Marcel Pagé, Paul De Schryver, George Gourdinne et Camil Simard.

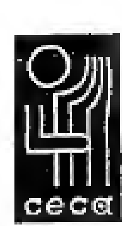
De plus, la Société a remis un chèque de 52 450,00$ à la société du centre scolaire communautaire de Calgary et un autre au montant de 4 250,00$ au Carré Rouleauville.

Nous pouvons dire que la Société est bien vivante dans la francophonie calgaréenne.





Ce groupe d'élèves de la onzième et douzième année de l'École Maurice Lavallée se prépare pour une grande aventure: un voyage de trois semaines en Jamaïque, à la fin mars. Non, il ne s'agit pas de vacances! Le but du voyage est de confronter les élèves aux dures réalités d'un pays pauvre du Tiers-monde. Les jeunes travailleront pour *Jamaica Self-Help*, un organisme de charité du pays. À leur retour, Le Franco recueillera leurs impressions. À noter qu'il y aura un encan silencieux ainsi qu'un «souper merveilleux» le samedi 9 mars prochain de 18h00 à 23h30 à l'école Maurice Lavallée d'Edmonton, situé au 8828, 95e rue. Le coût est de 5 dollars. **Pour plus de renseignements, appeler au 465-6457.**



Prière au St-Esprit

St-Esprit, Toi qui éclaircis tout, qui illumines tous les chemins pour que je puisse atteindre mon idéal, Toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal qu'on me fait, et qui es avec moi dans tous les instants de ma vie, je veux pendant ce court dialogue Te remercier pour tout et confirmer encore une fois que je ne veux pas me séparer de Toi à jamais, même malgré n'importe quelle illusion matérielle. Je désire être avec Toi dans la gloire éternelle. Merci de Ta Miséricorde, envers moi et les miens. (La personne devra dire cette prière trois jours de suite. Après les 3 jours, la grâce demandée sera obtenue, même si cela pourrait paraître difficile. Faire publier aussitôt que la grâce a été obtenue. Au bas, mettre les initiales de la personne exaucée.)

G.L.









Sur le bout de la langue

Annie Bourret (APF)

Remettre les pendules à l'heure

Pour chaque retard, une de mes profs de français scandait «L'heure, c'est l'heure! Avant l'heure, ce n'est pas l'heure, après l'heure, ce n'est plus l'heure!» Comme elle ne nous a jamais enseigné comment noter l'heure en français, me voilà à faire des heures supplémentaires pour essayer de mettre les choses au point, c'est-à-dire remettre les pendules à l'heure.

Tout d'abord, réglons le cas des abréviations latines AM et PM, qui signifient ante meridiem (avant midi) et post meridiem (après midi). L'anglais en fait usage, à cause de son système quotidien de deux cycles de 12 heures. Mais en français, la journée repose sur un cycle de 24 heures, excluant ainsi l'usage d'AM et PM.

La bonne heure, en français, s'écrit avec le symbole h (pour heure), sans point abréviatif. Ledit symbole doit être précédé d'un espace (il est 16 h) et suivi d'un espace, s'il y a lieu (16 h 45). Pour les mêmes heures, la langue courante préférera souvent les formules suivantes : il est quatre heures du soir, il est cinq heures moins le quart. Pour en savoir plus, consultez l'encadré.

Les heures de départ et d'arrivée sont représentées avec des deux-points pour séparer les heures des minutes, comme sur l'horaire des vols dans un aéroport (départ à 7:45). Dans le domaine des sports, on ajoutera même les secondes pour une heure de départ, tout en conservant les symboles d'heure (h), de minute (min) et de seconde (s) pour exprimer la durée, comme dans l'exemple : «La coureuse est partie à 11:22:38 et a parcouru la distance en 1 h 9 min 23 s.» (Le symbole de minute est min, parce que le m est réservé au mot mètre.)

Si le dernier exemple de l'encadré vous intrigue, sachez qu'il ne s'agit pas d'un caprice mais bel et bien de mathématiques. On ne peut écrire 18 h 06, car l'emploi du zéro est réservé aux fractions décimales (division par 10). Les fractions d'heures sont sexagésimales, c'est-à-dire qu'une heure comporte 60 unités (les minutes). La langue courante divise les heures en quart et en demie.

Le Canada comporte cinq fuseaux horaires (heure normale ou avancée de l'Atlantique, de l'Est, du Centre, des Rocheuses et du Pacifique) et... bien des anglicismes de malheur!

Les heures d'affaires, par exemple, n'existent pas en français, qui n'a que des heures d'ouverture et des heures de bureau. L'expression «ouvert jour et nuit» remplacerait avantageusement la formule anglaise ouvert 24 heures. La même remarque vaut pour les heures supplémentaires, terme français correct à préférer à surtemps et temps supplémentaire.

Et maintenant, vous perdrez votre temps si vous essayez de prétendre qu'il n'y a pas d'heure pour les braves...

À la bonne heure!		Les mauvaises façons
• 22h30		10h30 PM (ou pm) 10:30 PM (ou pm) 10h30 10h 1/2 22h30 22H30
• 16h	16 hrs	4:00pm 4 heures de l'après-midi, etc.
• 18h6		18h06, etc.

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à bourret@freenet.vancouver.bc.ca.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

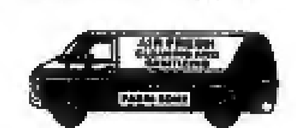
Coop d'habitation :Le quartier du collège: reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP communiquez avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (oct 96)

Le Centre de Santé *Healing Ways* - massothérapie, herbologie, Reiki, réflexologie, "Energy Balancing". Nous offrons aussi des ateliers: aromathérapie, réflexologie, herbologie, etc. 413-9065. (8-3)

Gardienne francophone expérimentée, 20 ans d'expérience en pédiatrie, aime beaucoup les enfants, disponible le jour; garderais chez vous ou chez moi. Appeler Christine ou laisser message au 463-8609 (15-3)

Urgent besoin d'une guitariste ou 'claviériste' d'accompagnement ainsi qu'un guitariste "lead" capable aussi de faire des voix d'accompagnement. Appeler Marie-Claude au CDM 468-1582 (22-3)

Recherche une pension dans une famille francophone à Edmonton ou en banlieue. Appeler Catherine et laissez un message au 988-37.. (15-3)

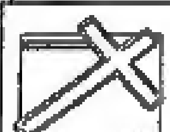


Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système **Fabri Zone**

Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin
8829 - 95 Rue
Edmonton, Alberta
T6C 3W6

Service (24 heures) 426-6625
Rés.: 468-3067
Téléc.: 463-2614



PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la **PRIÈRE AU ST-ESPRIT** dans **LE FRANCO.** Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40$ (TPS comprise). n'oublier pas d'inscrire vos initiales.

LE FRANCO
8923 - 82 Avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont Saint-Vital
4905 - 50e Rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e rue
3e dimanche du mois

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

Saint-Paul

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30



Paul Lorieau's University Optical



«Vos yeux sont importants pour nous et nous vous le prouvons en vous offrant un service d'opticien hors pair à prix d'ami.»

emplacement central: College Plaza, 8217 - 112e Rue, Edmonton (AB) T6G 2C8

433-5500

ABONNEMENT Le Franco

hebdomadaire de langue française en Alberta

❑ 1 AN • 26,75$ ❑ 2 ANS • 48,15$
❑ HORS CANADA • 1 AN • 51,36$
(TPS incluse • Tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ____________
Adresse: ____________
____
Ville: ____________ Province: ____________
Code postal: ____________
Téléphone: ____________

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)
8923-82 Avenue • Edmonton • Alberta • T6C 0Z2
Tél.: 465-6581 • Téléc.: 465-3647 • lefranco@compusmart.ab.ca

Connelly McKinley Ltd.

Salon Funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive
St-Albert
458-2222

256, rue Fir
Sherwood Park
464-2226

Le Franco 465-6581

CAMERON'S MEAT & DELI

9104 - 75 RUE
EDMONTON (ALBERTA) T6C 2E4
TÉLÉPHONE: 466-3959

Coupes pour fondue chinoise
Fromage en grains
Poutine
Sauces St-Hubert et épices
Tourtières
Cretons
Les meilleures viandes en ville
Spéciaux hebdomadaires
Commandes pour congélateur

DR R.D. BREAULT

• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e Rue
Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél.: 439-3797

Dr Léonard Nobert

Dentiste

54 rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

CADRIN DENTURE CLINIC

Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 439-6189
Rés.: 465-3533

DR COLETTE M. BOILEAU

DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e Rue
Edmonton, Alberta T5N 3Y6
Tél.: 455-2389

Dr J. Georges Sabourin

B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

Obstétricien *Gynécologue*

303 Hys Centre - 11010 - 101e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B8
Tél.: 421-4728

McCuaig Desrochers

BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton AB T5J 2Z1

Tél: (403) 426-4660
Fax: (403) 426-0982

DUROCHER SIMPSON

AVOCATS

Service personnalisé et efficace
d'une équipe d'avocats expérimentés

Contactez: Me Allan W. Damer, avocat

EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,
10060 avenue Jasper
Tél.: 420-6850
MORINVILLE: 10201 100 avenue
Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

• Unité nationale

Les jeunes acadiens du Nouveau-Brunswick s'inquiètent

OTTAWA (APF) — Les jeunes francophones du Nouveau-Brunswick sont inquiets depuis le référendum du 30 octobre. Ils demandent au gouvernement canadien de faire tout en son pouvoir pour éviter la division du pays, et d'agir au plus vite avant qu'il soit trop tard.

Pour montrer à quel point la situation est devenue urgente à leurs yeux, soixante-cinq jeunes acadiens ont fait le trajet en autobus entre le Nouveau-Brunswick et la capitale fédérale pour remettre une pétition contenant 11,534 noms d'élèves francophones de toutes les écoles postsecondaires de la province qui sont inquiets de la tournure des événements. C'est le député Guy Arsenault de Restigouche, qui préside le caucus libéral de l'Atlantique, qui a reçu la pétition au nom du gouvernement.

Les jeunes acadiens ont quitté la province le dimanche 18 février à 5 h pour arriver le lendemain matin à Ottawa... à 5 h, résultat d'ennuis mécaniques. Après quelques heures de sommeil et un petit déjeuner, ils ont rencontré pendant une dizaine de minutes le premier ministre Jean Chrétien. Ils ont ensuite pris le chemin du retour en après-midi.

C'est la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick qui est à l'origine de cette démarche. Pendant deux mois, grâce au projet **Canada 911**, la Fédération a fait circuler une pétition dans toutes les écoles.